

## Entre impuissance et irresponsabilité

Pourquoi ça ne s'arrange pas ?

Pourquoi tout ce qu'on a fait ne marche pas ?

Les événements actuels ne représentent pas le problème des banlieues ; ils sont la conséquence et le symptôme d'une impuissance généralisée des institutions à laquelle il faut de toute urgence apporter remède.

Deux raisons principales à cette impuissance. La première est qu'on cherche des solutions à des problèmes qu'on ne connaît pas. Les différents milieux de la société française sont désormais fermés les uns aux autres : qui ne vit pas en banlieue ne sait pas ce qui se passe vraiment en banlieue. Chaque milieu vit avec sa propre information et je dirai même sa propre propagande. La seule information commune est déversée d'en haut et elle est parasitée par l'idéologie, sécuritaire d'une part (la faute aux bandes délinquantes), victimisante de l'autre (la faute au chômage).

Mais pourquoi ne possède-t-on pas les informations pertinentes ? En premier lieu, les habitants des quartiers ne prennent pas facilement la parole pour raconter ce qu'ils savent, par peur des représailles parfois, par sentiment d'impuissance ou absence de confiance dans les institutions souvent.

La peur des représailles existe également dans les institutions : baptisée parfois "droit de réserve", elle ne permet pas de raconter à l'extérieur les torts et les failles de l'institution.

Il faut dire également que les filtres idéologiques empêchent la divulgation d'informations importantes. On racontera les excès et les fautes du camp adverse, sans véritable connaissance ni compréhension. On diabolisera la police et ses interventions ou on fera des généralisations abusives sur les habitants, jeunes et adultes, des quartiers de banlieue. Le résultat est que, l'information n'étant pas partagée, l'ignorance du monde de l'autre augmentera les malentendus, renforcera les préjugés et finira par engendrer la peur et la haine.

La deuxième raison de l'impuissance des institutions, c'est qu'elles sont tout simplement inadaptées. Cela se manifeste d'une part par l'absence de formation, de préparation et d'accompagnement des agents en situation difficile, et d'autre part par le caractère anachronique d'un fonctionnement institutionnel qui n'utilise pas l'intelligence et la créativité des agents de base.

D'où un climat de violence sourde qui mine les relations entre les différents niveaux de l'institution. Cela est vrai pour la police, mais également pour le travail social, l'école et même... les médias.

Cette impuissance conduit à une irresponsabilité bien partagée. C'est toujours l'autre qui fait mal. On accuse, on dénigre, on cherche des causes extérieures et on a souvent raison, puisque tous, familles, jeunes, responsables institutionnels et politiques, élus, syndicats, policiers, travailleurs sociaux, enseignants, journalistes - j'en passe et j'en ai des preuves - ont à des degrés divers une part de responsabilité dans le désordre et le malheur ambiants.

Mais dire que tout le monde est responsable revient à exonérer chacun de sa responsabilité. Alors il serait temps qu'on se mette à dénouer sérieusement l'écheveau des responsabilités

multiples qui conduisent à la crise de confiance actuelle. Les gouvernements successifs ont cherché des solutions à coups de dispositifs particuliers, de subventions et d'aménagements architecturaux. Mais l'habitude technocratique a fait oublier que les dispositifs étaient gérés et rendus opérationnels par des êtres humains et, en même temps, vécus, subis par d'autres êtres humains, les uns et les autres animés de passions, d'émotions et d'intérêts parfois antagonistes.

Pour suivre le changement, s'adapter à lui et l'accompagner, les êtres humains eux aussi doivent changer. Or ils ne le veulent pas ou ne le peuvent pas toujours, en particulier par peur des conflits.

L'heure est pourtant venue de regarder en face les réalités qui dérangent, afin de créer une véritable intelligence collective qui permettrait de comprendre la complexité et l'interdépendance des phénomènes.

Sans cette démocratisation de la parole et de l'intelligence, nous allons tout droit vers cette guerre civile qui est déjà dans les têtes, nourrie par les accusations réciproques, les malentendus et l'absence de relations.

---

Charles Rojzman

Paru dans "Le Monde", le 9 novembre 2005.